

Réf. : 21_COU_4851

Lausanne, le 30 juin 2021

Modification de l'ordonnance réglant l'admission à la circulation routière et de l'ordonnance sur le contrôle de la circulation routière - Consultation fédérale

Madame, Monsieur,

Le Conseil d'Etat vaudois vous remercie de l'associer à cette procédure de consultation et de lui permettre de donner ses observations dans le cadre de l'objet mentionné en titre.

Après examen du dossier, le Conseil d'Etat du Canton de Vaud a répondu aux questions relatives à cette consultation fédérale et le questionnaire vous est remis en annexe.

Il admet que les permis saisis doivent être transmis par la police aux autorités compétentes pour prononcer le retrait dans les 3 jours ouvrés ; toutefois, il relève que seul un rapport préalable pourra être joint au permis saisi ; en effet, il est impossible dans un tel délai d'établir un rapport définitif.

En revanche, il s'oppose au délai de 10 jours ouvrés dès la saisie du permis de conduire pour établir une décision de retrait. En effet, il est indispensable d'avoir un dossier complet (rapport de police et résultats des investigations complémentaires, notamment analyses toxicologiques de sang et d'urine) pour se prononcer sur la restitution provisoire d'un permis de conduire respectivement sur un retrait préventif. Or, un tel dossier n'est que très rarement disponible dans un délai aussi court de 10 jours. Ainsi, la modification proposée aurait pour conséquence la restitution des permis de conduire à de nombreux conducteurs, ce qui n'est pas admissible du point de vue de la sécurité routière.

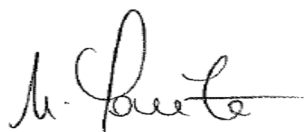
Par ailleurs, le Conseil d'Etat estime que la réévaluation tous les 3 mois du retrait de permis à titre préventif conduira à une augmentation de la charge de travail trop importante, sans réelle plus-value pour la personne concernée. En effet, la possibilité d'exiger la levée du retrait préventif existe déjà ; de plus la nouvelle solution mise en place par l'association des services des automobiles permet de restituer de manière provisoire le permis de conduire sur présentation d'un certificat médical.

Enfin, il refuse également la possibilité d'octroyer une autorisation à des chauffeurs professionnels d'effectuer des trajets nécessaires à l'exercice de leur profession. En effet, on peut attendre d'eux qu'ils soient conscients de l'importance de leur permis de conduire, y compris lorsqu'ils conduisent à titre privé. De plus, cela causerait une inégalité de traitement et une perte de l'effet éducatif de la mesure de retrait de permis, d'autant plus si l'infraction est commise avec le véhicule qui est utilisé à titre professionnel

En vous souhaitant bonne réception de la présente, nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, à l'expression de nos sentiments distingués.

AU NOM DU CONSEIL D'ETAT

LA PRESIDENTE



Nuria Gorrite

LE CHANCELIER



Vincent Grandjean

Annexe

- Questionnaire dûment rempli

Copies

- OAE
- SAN
- PolCant
- Tribunal cantonal